

**Assemblée générale**

Distr. générale
11 août 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 66 k) de l'ordre du jour provisoire*

Désarmement général et complet**Amélioration de l'efficacité des méthodes de travail
de la Première Commission****Rapport du Secrétaire général**

Additif**

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Réponses reçues des États	2
M. États-Unis d'Amérique	2
N. Brésil	6

* A/59/150.

** Ces informations ont été reçues après la présentation du rapport principal.



II. Réponses reçues des États

M. États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]

[27 juillet 2004]

Introduction

1. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 et les événements qui ont suivi ont démontré que la communauté internationale doit améliorer d'urgence sa capacité de faire face à la fois à des menaces existantes et à de nouvelles menaces pesant sur la paix et à la sécurité internationales. Cette observation s'applique aux travaux de la Première Commission, ainsi qu'à ceux d'autres organismes des Nations Unies et organes internationaux actifs dans les domaines du contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Les États-Unis estiment que les États Membres devraient chercher la meilleure façon pour la Première Commission de gérer son programme de travail annuel afin de pouvoir procéder à un examen plus approfondi tant des questions déjà inscrites à son ordre du jour que de menaces nouvelles qui pèsent sur notre sécurité commune. Pour ce faire, cependant, la Première Commission doit trouver les moyens de rationaliser ses travaux. Elle doit également veiller à ce que son programme de travail ne fasse pas double emploi avec le travail important accompli dans le cadre d'autres organes des Nations Unies ou en dehors du système des Nations Unies et à ne pas rivaliser avec eux. C'est avec ces objectifs à l'esprit qu'à la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, les États-Unis ont présenté leur initiative pour l'amélioration des méthodes de travail de la Première Commission, que l'Assemblée générale a adoptée en tant que résolution 58/41, le 8 décembre 2003.

Complémentarité

2. Dans sa résolution 58/41, l'Assemblée générale a pris note spécifiquement « du processus en cours dans le cadre des consultations officieuses à participation non limitée de la séance plénière sur la revitalisation de l'Assemblée, présidées par son président », et s'est dite désireuse de s'associer à cette initiative. En adoptant la résolution 58/126 le 19 décembre 2003, l'Assemblée générale a non seulement imprimé un élan important à cette tâche de grande envergure, mais a également reconnu « ce que les grandes commissions continuent de faire pour rationaliser leurs travaux » (annexe, sect. B, par. 8). Enfin, le 1^{er} juillet 2004, l'Assemblée a adopté sa résolution 58/316, dans laquelle elle a décidé que « chaque grande commission accordera une attention particulière à la rationalisation de ses futurs ordres du jour en biennalisant, triennalisant, regroupant et éliminant des points de l'ordre du jour, et présentera à l'Assemblée générale réunie en plénière des recommandations aux fins de décision le 1^{er} avril 2005 au plus tard » [(annexe, sect. C, par. 3 a)]. L'adoption de toutes ces mesures par consensus à l'Assemblée montre bien que les efforts visant à améliorer les méthodes de travail de la Première Commission complètent les efforts de revitalisation menés au sein de l'Assemblée générale dans son ensemble et s'inscrivent dans le cadre de ces derniers.

Remerciements

3. Les États-Unis saluent les efforts soutenus menés par le Président de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères de Sainte-Lucie, Julian Hunte, pour revitaliser cet organe. Ils félicitent également le Représentant permanent adjoint de la Finlande, l'Ambassadeur Jarmo Sareva, de la façon dont il s'est acquitté de ses fonctions de Président de la Première Commission au cours de sa session de 2003, et des nombreuses consultations qu'il a tenues dans le courant de l'année pour promouvoir la revitalisation de la Commission.

Modifications de caractère administratif

4. Les États-Unis présentent les vues et observations ci-après sur l'amélioration des méthodes de travail de la Première Commission, sur la base de ses délibérations internes, ainsi que de consultations menées avec d'autres États Membres, et compte tenu des travaux que le Bureau de l'Assemblée générale a déjà effectués à cet égard. Nous soulignons combien il est important de procéder de manière transparente, et dans la mesure du possible, sur la base d'un consensus.

5. Au cours de la session de 2003 de la Première Commission, la délégation sierra-léonaise a distribué un aide-mémoire affirmant que l'amélioration des méthodes de travail de la Commission devrait faire partie intégrante du processus de revitalisation en cours de l'Assemblée générale. Dans le même aide-mémoire, la délégation sierra-léonaise a émis l'opinion que la Commission pourrait prendre un certain nombre de mesures de base pour améliorer ses méthodes de travail, mesures qui ne nécessiteraient pas de modification du Règlement intérieur et qui ne soulèveraient aucune question politique de fond. Les États-Unis sont conscients que le Règlement intérieur de l'Assemblée générale donne aux grandes commissions le pouvoir d'adopter toutes mesures de base (ou « meilleures pratiques ») nécessaires pour améliorer leurs méthodes de travail respectives, et présentent les recommandations ci-après pour améliorer le fonctionnement de la Première Commission :

- Faire preuve de ponctualité et s'attendre à ce qu'il soit fait preuve de ponctualité lors de l'exercice de la présidence de réunions et de la participation aux réunions;
- Établir la pratique d'une liste « continue » d'orateurs pour le débat général;
- Conclure le débat général avant la fin de la première semaine de la session annuelle, comme le Président Sareva l'a proposé dans son aide-mémoire du 19 février 2004. À cette fin, les États Membres devraient accepter que le temps de parole soit limité à cinq minutes au maximum pour mettre en relief les éléments clefs des déclarations que les délégations présenteront pour qu'elles soient consignées;
- Pour que le temps de parole ainsi fixé soit automatiquement respecté, il serait installé sur le podium un système de feux vert, orange et rouge dont le fonctionnement serait assuré par le Secrétariat, conformément à la pratique suivie par de nombreux organes des Nations Unies. Le coût de l'installation d'un tel système serait plus que compensé par les économies réalisées à long terme sur le coût des services d'interprétation simultanée;

- Pour encourager le consensus, prolonger le délai prévu pour la présentation des projets de résolution et de décision jusqu'au dernier jour de la deuxième semaine de chaque session annuelle;
- Dans la mesure du possible, adopter des décisions de préférence à des résolutions;
- S'abstenir de présenter des projets de résolutions « intérimaires » qui contiennent uniquement des mises à jour techniques et ne concernant pas des faits nouveaux, comme la délégation canadienne l'a suggéré à la session de 2003 de la Première Commission;
- Réduire au minimum le nombre de paragraphes du préambule;
- Autoriser le Président de la Commission à trouver des éléments communs dans le libellé et l'objectif des projets de résolution, et encourager la fusion de textes en prévoyant des consultations avec tous les auteurs, comme l'a suggéré la délégation norvégienne;
- S'abstenir d'ajouter aux projets de résolution ou de décision le paragraphe traditionnel ayant pour objet d'inscrire une question à l'ordre du jour de l'année suivante, comme l'ont suggéré des délégations de pays de l'Union européenne;
- La procédure que le Président Sareva a suivie au cours de la session de 2003 pour les votes à la Première Commission a bien fonctionné, et devrait de nouveau être suivie cette année et lors de toutes les sessions de la Commission à l'avenir.

Rationalisation de l'ordre du jour

6. L'analyse des programmes de travail de la Première Commission lors des cinquante-septième et cinquante-huitième sessions effectuée par les États-Unis révèle que, sur les 53 points au sujet desquels la Commission a pris une décision à la cinquante-septième session, 44 ont été réexaminés à la cinquante-huitième session. Il est clair que la pratique qui consiste à prendre année après année, de manière rituelle, une décision sur certains des points de l'ordre du jour est à décourager. À cette fin, les délégations devraient chercher à regrouper dans un projet de résolution unique des mesures analogues, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

7. Ainsi, d'après la liste préliminaire des questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale (A/59/50), la Première Commission n'a techniquement à examiner que 16 points de l'ordre du jour. Cependant, le point 67 compte 30 sous-points, le point 68 en compte 8 et le point 69 en compte 4. En conséquence, comme chaque point ou sous-point de l'ordre du jour donne lieu à une résolution distincte, la Première Commission aura en réalité à traiter 55 questions distinctes.

8. Comme il est dit dans la résolution 58/126, « l'Assemblée générale gagnerait à contracter son ordre du jour, de façon à pouvoir examiner à fond toutes les questions et afin que ses décisions puissent avoir un plus grand impact » (sect. B, par. 5). De fait, dans sa résolution 58/316, l'Assemblée générale recommande aux grandes commissions de l'Assemblée générale d'accorder une attention particulière, entre autres, au regroupement des points de l'ordre du jour [sect. C, par. 3 a)].

9. Les États-Unis proposent en conséquence que l'Assemblée générale regroupe les 55 points de l'ordre du jour considérés en 7 points. Pour assurer la rationalisation du programme de travail de la Première Commission, ils suggèrent en outre que deux points de l'ordre du jour examinés par d'autres instances soient associés à l'un ou l'autre des sept nouveaux points rationalisés inscrits à son ordre du jour. Ces recommandations sont présentées en détail dans l'annexe qui figure plus loin.

Améliorations de fond

10. En sus de la rationalisation de l'ordre du jour de la Première Commission, les États-Unis ont d'autres suggestions tendant à améliorer ses travaux. Contrairement aux modifications de caractère administratif qui sont exposées ci-dessus, les améliorations de fond concernant l'ordre du jour et le fonctionnement de la Commission qui sont décrites ci-après nécessiteraient l'approbation de l'Assemblée générale, soit dans une résolution soit au moyen d'un amendement du règlement intérieur :

- Limiter le nombre d'études dont la Première Commission demande l'établissement;
- Limiter le nombre de projets de résolution et de décision présentés chaque année;
- Ne présenter que tous les deux ou trois ans les résolutions traditionnellement adoptées par consensus;
- Prévoir des clauses-couperets automatiques pour toutes les activités de l'ONU dont l'exécution est demandée par la Première Commission, pour avoir l'assurance que celle-ci les réexamine périodiquement;
- Commencer à appliquer les dispositions du paragraphe 20 de la résolution 57/300 du 20 décembre 2002 en regroupant les rapports dont l'établissement est demandé par la Première Commission avec d'autres rapports sur des questions connexes que le Secrétariat est tenu de produire au cours d'une session donnée de l'Assemblée générale;
- Élire le Bureau de la Commission au complet un an à l'avance, comme l'a suggéré la délégation argentine, peut-être à la fin de la session annuelle de la Commission. L'Assemblée générale a fait des progrès sur le plan de la coordination et des consultations grâce à l'adoption de ses résolutions 56/509 et 58/126, mais il est possible de faire davantage;
- Charger le Secrétariat d'examiner le processus d'établissement des états d'incidences sur le budget-programme en vue d'améliorer l'exactitude de ses projections et d'informer les États Membres plus tôt des incidences financières des projets de résolution et de décision.

Mesures à prendre

11. Les États-Unis estiment que, conformément aux résolutions 58/126 et 58/316, la Première Commission devrait poursuivre sa rationalisation interne à sa session de 2004 en adoptant une résolution de suivi recommandant des améliorations de caractère administratif et des améliorations de fond à ses méthodes de travail. Ces recommandations pourraient être établies sur la base des vues présentées par les

États Membres en réponse à la résolution 58/41, ainsi qu'au cours des délibérations de la session de 2004 de la Commission. La Commission demanderait au Bureau d'examiner les recommandations contenue dans la résolution envisagée et de formuler des recommandations appropriées à l'intention de l'Assemblée générale avant le 1^{er} avril 2005.

Conclusion

12. L'amélioration des méthodes de travail de la Première Commission et sa revitalisation ne sauraient constituer des fins en soi. Il s'agit plutôt de moyens par lesquels les États Membres peuvent renforcer la sécurité mondiale en augmentant encore l'efficacité des efforts déployés sur le plan multilatéral dans les domaines du contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération.

13. Le fait que la résolution 58/41 a été adoptée par consensus est un signe de l'importance que les États Membres attachent à la question de l'amélioration de l'efficacité, ainsi que de leur volonté de faire des progrès réels dans ce domaine.

14. Quelles que soient les mesures que les États Membres décident de prendre pour améliorer l'efficacité des méthodes de travail de la Première Commission, le processus devrait continuer à être transparent et consensuel. Assurément, ne rien faire n'est pas une solution. Si nous, qui sommes les fondateurs de cette institution importante et les responsables de sa bonne gestion, ne faisons rien pour la réparer et la rendre plus efficace et plus efficiente, la Première Commission aura de moins en moins d'activités qui contribuent véritablement à rendre le monde plus sûr.

Annexe

Recommandations des États-Unis d'Amérique visant à regrouper les questions de l'ordre du jour renvoyées à la Première Commission^a

I. Point de l'ordre du jour conservé : Désarmement général et complet (67)

Les points ci-après de l'ordre du jour seraient intégrés dans le point ci-dessus : 24 (Prévention des conflits armés, actuellement traité en séance plénière), 62, 63, 66 et 67 b) (Nouvelles mesures à prendre dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol, actuellement traité en séance plénière) et 67 e), h), l), n), o) et cc).

Le point ci-après, inscrit à l'ordre du jour de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale^b, serait intégré dans le point ci-dessus : 67 (Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale).

II. Nouveau point proposé : Questions nucléaires

Les points ci-après de l'ordre du jour seraient intégrés dans le nouveau point proposé ci-dessus : 65, 67 a), p), q), t), x) et aa), 68 g) et 73.

^a Sauf indication contraire, les points de l'ordre du jour sont ceux qui figurent dans le document A/59/50.

^b A/58/251 et Corr.1 et Add.1 à 4.

Il serait intégré dans le nouveau point proposé ci-dessus la question intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires », relevant du point 73 de l'ordre du jour de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, ainsi que les points ci-après inscrits à cet ordre du jour : 73 b) (Interdiction de déverser des déchets radioactifs), 73 c) (Réduction des armements nucléaires non stratégiques) et 73 j) (Réductions bilatérales des armements nucléaires stratégiques et nouveau cadre stratégique).

III. Nouveau point proposé : Autres armes de destruction massive

Les points ci-après de l'ordre du jour seraient intégrés dans le nouveau point proposé ci-dessus : 67 d), r) et u) et 74.

IV. Nouveau point proposé : Maîtrise des armes classiques

Les points ci-après de l'ordre du jour seraient intégrés dans le nouveau point proposé ci-dessus : 67 g), j), v), y) et z) et 71.

V. Nouveau point proposé : Mesures de confiance

Les points ci-après de l'ordre du jour seraient intégrés dans le nouveau point proposé ci-dessus : 59, 61, 67 m) et w) et 68 h).

Le point ci-après, inscrit à l'ordre du jour de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, serait intégré dans le nouveau point proposé ci-dessus : 62 b) (Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires).

VI. Nouveau point proposé : Mesures de sécurité au niveau régional

Les points ci-après de l'ordre du jour seraient intégrés dans le nouveau point proposé ci-dessus : 60, 64, 67 f), i), s) et bb), 70 et 72.

Les points ci-après, inscrits à l'ordre du jour de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, seraient intégrés dans le nouveau point proposé ci-dessus : 64 (Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix), 65 (Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique) et 66 [Renforcement du régime établi par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)].

Le point ci-après, inscrit à l'ordre du jour de la cinquante-septième session de l'Assemblée générale^c, serait intégré au nouveau point proposé ci-dessus : 59 (Question de l'Antarctique).

VII. Nouveau point proposé : Mécanisme de désarmement

Les points ci-après de l'ordre du jour seraient intégrés dans le nouveau point proposé ci-dessus : 58 m) et r), 67 c) et k), 68 a) à f) et 69 a) à d).

^c A/57/251/Rev.1.

N. Brésil

[Original : anglais]
[28 juillet 2004]

1. Comme la délégation brésilienne l'a déclaré au cours du débat général de la Première Commission en octobre 2003, la nécessité reconnue de réactiver tous les mécanismes politiques des Nations Unies doit être examinée de manière approfondie, y compris le mandat de l'Organisation dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Pour pouvoir faire face tant aux menaces anciennes qu'à de nouvelles menaces, il nous faut renforcer le cadre multilatéral et assurer la mise en œuvre des engagements librement consentis, le strict respect par tous les États parties des obligations définies dans les grands instruments multilatéraux contraignants sur le plan juridique dans le domaine des armes de destruction massive, ainsi que leur universalisation, pour vivre dans un monde plus sûr et plus stable.
2. Il convient de rappeler que la Charte des Nations Unies donne à l'Assemblée générale des fonctions et des pouvoirs spécifiques concernant non seulement le désarmement et la réglementation des armements, mais également la paix et la sécurité et la promotion de la coopération politique internationale, étant entendu que les prérogatives des autres organes principaux doivent être pleinement préservées. Un tel mandat a des incidences directes pour les travaux de la Première Commission. Il pourrait être fait meilleur usage des dispositions du paragraphe 4 de l'Article premier, du paragraphe 1 de l'Article 11 et du paragraphe 1 a) de l'Article 13 de la Charte.
3. L'Assemblée générale devrait jouer un plus grand rôle en examinant les principes généraux de la coopération dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales et en attirant l'attention du Conseil de sécurité sur des situations qui risquent de compromettre la paix et la sécurité. L'Assemblée devrait également renforcer le rôle qu'elle joue dans la promotion de la coopération dans le domaine politique, et accroître ainsi sa contribution au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Des recommandations appropriées devraient être formulées à cet effet.
4. Les instruments relatifs au règlement pacifique des différends, les mesures à prendre face à des menaces à la paix, des violations de la paix et des actes d'agression, ainsi que les arrangements régionaux – Chapitres VI, VII et VIII de la Charte – devraient être revus d'urgence.
5. Il conviendrait d'engager un processus collectif de réflexion et de délibération visant à identifier les moyens de promouvoir l'adoption d'une approche multilatérale dans le domaine politique et dans celui de la sécurité, et les efforts à cet égard devraient aller bien au-delà d'une réorganisation cohérente et méthodique de l'ordre du jour.
6. En ce qui concerne les suggestions pratiques qui ont fait l'objet de débats à la Première Commission, ainsi que celles qui ont été présentées par son président, Jarmo Sareva, dans son document non officiel daté du 19 février 2004, sur la base de la résolution 58/126, la Mission brésilienne tient à exprimer ci-après ses vues sur l'amélioration de l'efficacité des méthodes de travail de la Première Commission.

7. Les considérations relatives à une meilleure utilisation du temps imparti à la Commission devraient respecter le droit qu'ont les délégations d'exprimer librement ce qu'elles jugent important et tenir compte de la nécessité d'accorder à chacune d'elles le temps voulu à cette fin. La durée des travaux de la Première Commission ne devrait en aucun cas être écourtée.

8. La possibilité d'exclure certains points de l'ordre du jour devrait être examinée soigneusement au cas par cas. Le fait que des résolutions qui ne font pas l'objet d'un consensus sont reprises d'année en année ne signifie pas qu'elles sont obsolètes. Il reflète simplement des divergences de vues au sein de la communauté internationale au sujet d'une question qui mérite d'être débattue, précisément pour cette raison. L'exclusion forcée d'un point quelconque de l'ordre du jour nuirait à l'efficacité de la Première Commission.

9. Des suggestions concernant la biennalisation ou la triennalisation de résolutions peuvent être faites par le Président, mais les décisions à cet égard doivent être prises avec l'appui des auteurs. La réorganisation de l'ordre du jour de la Première Commission par le biais du regroupement des points qui y sont inscrits pourrait rendre l'ordre du jour plus clair et compréhensible. Elle aurait en outre pour effet de concentrer les interventions des délégations.

10. L'idée de comprimer le programme de travail de la Commission en deux séances par jour (matin et après-midi) gênerait le processus de négociation entre les délégations, qui est nécessaire pour la préparation des projets de résolution.

11. La Première Commission devrait continuer à se réunir au cours de la deuxième moitié de l'année, à l'ouverture de l'Assemblée générale, pour mettre en relief la priorité accordée à l'examen des questions de désarmement et de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

12. L'élection des membres du Bureau de la Commission bien avant l'ouverture de la session de l'Assemblée générale pourrait faciliter le suivi de sujets convenus et permettre ainsi de tenir des consultations à l'avance, en vue de la session à venir.
